

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR



LE 5 MAI 2025 A LIEU UNE SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR, À 19h30, À LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL, LIEU ORDINAIRE DU CONSEIL

Sont présents: Mesdames les conseillères Cynthia Dumont et Émilie Belzile ainsi que monsieur le conseiller Jérémy Robert, formant quorum sous la présidence de M. Bruno Bonesso, maire;

Dominique Létourneau, directrice générale, agit comme secrétaire d'assemblée.

ORDRE DU JOUR

- 1- Adoption de l'ordre du jour
- 2- Présentation et adoption des états financiers de l'exercice 2024
- 3- Adoption du procès-verbal du 7 avril 2025
- 4- Adoption des comptes d'avril 2025 et des dépenses d'investissement
- 5- Correspondance
 - A) TECQ 2024-2028 – aide additionnelle
 - B) Fabrique d'Auclair – demande de don pour le brunch du 22 juin
 - C) Développement St-Godard – demande d'aide financière pour la présentation du film Forestible
- 6- Résolution RénoRégion
- 7- Avis de motion et dépôt du projet de règlement 2025-03 relatif à la gestion des matières résiduelles
- 8- Renouvellement annuel – Table de concertation bioalimentaire du Bas-Saint-Laurent
- 9- Appui à nouvelle route touristique des Lacs et Légendes
- 10- Soumission – Station de lavage d'embarcation pour le camping
- 11- Affaire nouvelle
- 12- Période de questions
- 13- Levée de la séance

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

RÉSOLUTION 2025-73

Après lecture, il est proposé par M. Jérémy Robert appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal et résolu d'adopter l'ordre du jour et que l'item « Affaires nouvelles » demeure ouvert.

Adoptée

2. PRÉSENTATION ET ADOPTION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2024

RÉSOLUTION 2025-74

SUR LA PROPOSITION DE Mme Cynthia Dumont appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal et résolu d'adopter les états financiers de l'exercice 2024 tel que présenté par M. Yvan Lavoie de RCGT.

Adoptée

3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 7 AVRIL 2025

RÉSOLUTION 2025-75

IL EST PROPOSÉ PAR Mme Cynthia Dumont, appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil et résolu d'adopter le procès-verbal du 7 avril 2025.

Adoptée

4. ADOPTION DES COMPTES À PAYER DU MOIS DE MARS 2025

RÉSOLUTION 2025-76

ATTENDU QUE le conseil prend acte de la liste des *comptes payés* de 16 076.77 \$ en vertu des dépenses incompressibles, de la délégation d'autoriser des dépenses de la directrice générale et des autorisations de paiement de comptes en regard des décisions prises dans le cadre de la séance ordinaire du 7 avril 2025 ;

ATTENDU QUE le conseil prend en compte la liste des salaires payés de 20 268.31 \$;

ATTENDU QUE le conseil prend en compte la liste des *comptes à payer* de 84 728.27\$ fait conformément aux engagements de crédit et aux dépenses autorisées en vertu de la délégation de la directrice générale ;

ATTENDU QUE le conseil prend comptent des *dépenses d'investissement à payer* (subventionnés) de 0 \$;

SUR PROPOSITION de Mme Émilie Belzile, il est unanimement résolu par les membres du conseil municipal d'approuver la liste des comptes payés ainsi que des comptes à payer et d'autoriser leurs paiements.

Adoptée

5. CORRESPONDANCE

A) TECQ 2024-2028 – AIDE ADDITIONNELLE

RÉSUMÉ :

Dans le but d'assurer la pérennité des infrastructures municipales essentielles, le gouvernement du Québec bonifie le programme TECQ de 75 000\$ (en remplacement du PRABAM) pour financer les travaux sur les infrastructures à vocation municipale, culturelle, communautaire, sportive et touristique.

B) FABRIQUE D'AUCLAIR – DEMANDE DE DON POUR LE BRUNCH PRÉVU LE 22 JUIN
RÉSOLUTION 2025-77

SUR LA PROPOSITION DE M Jérémy Robert appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal et résolu d'octroyer la somme de 100\$ à la Fabrique d'Auclair.

Adoptée

C) DÉVELOPPEMENT ST-GOGARD – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE POUR LA
PRÉSENTATION DU FILM FORESTIBLE RÉSOLUTION 2025-78

SUR LA PROPOSITION DE Mme Émilie Belzile, appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal et résolu d'octroyer 50\$.

Adoptée

6. RÉSOLUTION CONTRE L'ABOLITION LE PROGRAMME RÉNORÉGION
RÉSOLUTION 2025-79

CONSIDÉRANT QUE la Société d'habitation du Québec (SHQ) a confirmé deux jours après la lecture du budget 2025-2026 du gouvernement du Québec l'abandon du programme RénoRégion, un programme essentiel pour aider les propriétaires-occupants les moins bien nantis de nos communautés, souvent des personnes âgées ou des familles monoparentales vivant en milieu rural, à corriger des déficiences majeures à leur modeste résidence ;

CONSIDÉRANT QUE ce programme a permis de garder plusieurs milliers de personnes dans leur résidence, dans des milieux où fait aussi rage la crise du logement, où il n'y a aucun logement abordable ou encore moins d'habitations à loyer modique ;

CONSIDÉRANT QU'il y a plus de mille familles sur les listes d'attente des MRC du Québec ;

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

CONSIDÉRANT QUE la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a demandé le 27 mars dernier au premier ministre du Québec, M. François Legault, de se préoccuper de nos citoyen(ne)s et familles les plus vulnérables en remédiant de façon urgente à la situation ;

CONSIDÉRANT QUE cette demande est restée sans réponse et que les projets d'appartements modulaires de 24 et 36 unités dans quelques villes du Québec promus depuis par la ministre responsable de l'Habitation, Mme France-Élaine Duranceau, ne peuvent répondre aux besoins des régions;

CONSIDÉRANT QUE, bien que le programme RénoRégion ait coûté moins de 18 M\$ par année à l'État québécois et qu'il ne représente que 0,0001 % des dépenses globales, la ministre justifie ce choix pour des raisons de saine gestion des finances publiques ;

CONSIDÉRANT QUE la subvention moyenne du programme est de 19 309 \$, une fraction des coûts réels de construction des nouveaux logements promus par la ministre ;

CONSIDÉRANT QUE la FQM a déposé l'an dernier à la demande de la SHQ une série de propositions afin d'augmenter l'efficacité du programme et de le rendre plus accessible pour mieux répondre aux besoins à travers le Québec ;

CONSIDÉRANT QUE la SHQ devait lancer une version bonifiée du programme RénoRégion à la suite de ses consultations en 2025

CONSIDÉRANT QUE l'abolition de ce programme porte atteinte aux personnes les plus vulnérables de nos communautés;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Cynthia Dumont appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal d'Auclair et résolu :

DE DEMANDER au premier ministre du Québec, M. François Legault, et à sa ministre responsable de l'Habitation, Mme France-Élaine Duranceau :

DE RELANCER immédiatement le programme RénoRégion pour l'année financière 2025-2026 et de s'engager à assurer son financement à long terme :

DE RENDRE à terme le processus de bonification du programme pour assurer une plus grande accessibilité dans toutes les régions du Québec.

QUE cette résolution soit transmise rapidement aux personnes suivantes :

- M. François Legault, premier ministre du Québec
- Mme France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation
- M. Sébastien Schneeberger, député de Drummond-Bois-Francs, président de la Commission de l'aménagement du territoire
- Mme Virginie Dufour, députée des Mille-Îles, porte-parole de l'opposition officielle en matière de logement
- Mme Christine Labrie, députée de Sherbrooke, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de logement

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

- Mme Catherine Gentilcore, députée de Terrebonne, porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de logement
- M. Jean Martel, président-directeur général de la Société d'habitation du Québec

Adoptée

7. AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT 2025-03 RELATIF À LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES RÉSOLUTION 2025-80

- AVIS DE MOTION :

Il est, par la présente donné avis de motion par madame la conseillère Mme Émilie Belzile, qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 2025-03 relatif à la gestion des matières résiduelles.

Émilie Belzile conseillère

Dominique Létourneau, directrice générale

- PROJET DE RÈGLEMENT 2025-03 RELATIF À LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES :

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était tout au long reproduit.

1.2 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de décréter les normes relatives à l'ensemble des services liés au tri, à la collecte, au transport et plus généralement à la disposition et la gestion des matières résiduelles générées sur le territoire de la municipalité.

Il est conforme aux orientations prises par la Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata, qui dispose de l'ensemble des compétences pour la gestion des matières résiduelles pour les municipalités de la MRC de Témiscouata.

1.3 APPLICATION

L'application du présent règlement municipal relève de la direction générale de la municipalité ainsi que de la direction générale de la RIDT. Ces directions représentent l'autorité compétente.

Tout membre de ces directions et toute autre personne nommée à cette fin par résolution du conseil est désigné pour les fins de son application et est autorisé à prendre les mesures prévues ou à émettre un constat d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

La responsabilité de l'application du règlement se définit comme suit :

- La direction de la municipalité est responsable de l'ensemble des articles du présent règlement
- La direction de la RIDT est responsable des volets liés à la gestion des services et des règles mises en place ainsi que des contrôles à réaliser pour assurer le respect du règlement.

1.4 PERSONNES ASSUJETTIES

Le présent règlement s'applique à toute personne morale de droit public ou de droit privé et à toute personne physique. Il s'applique aussi à l'ensemble des immeubles, de type résidentiel ou de type industriel, commercial et institutionnel (ICI) situés sur le territoire de la municipalité.

Afin de bénéficier des services municipaux prévus pour la gestion des matières résiduelles, tout occupant ou propriétaire à l'obligation de trier ses matières résiduelles au maximum, selon les directives émises par la RIDT, et d'en disposer dans les contenants appropriés ou aux endroits désignés, selon les modalités prévues au présent règlement.

1.5 TERMINOLOGIE

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots ou expressions qui suivent signifient :

Bac roulant

Contenant qui, pour être conforme, doit être d'un volume maximum de 360 litres, muni de deux roues, d'une poignée et d'un couvercle étanche à charnière, conçu spécifiquement pour l'entreposage de matières résiduelles et leur collecte de façon mécanisée, sans risque de tomber dans la benne du camion.

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

- Bac roulant de récupération : de couleur bleue ou avec le couvercle bleu
- Bac roulant à déchets : de toute autre couleur que le bleu (réservée à la récupération) ou le brun (réservée aux matières organiques, advenant la mise en place de ce service)

Camion

Camion spécialisé prévu pour la collecte des matières résiduelles et équipé de systèmes permettant la levée mécanisée des contenants

Cendre

Comprend les résidus provenant de la combustion du charbon ou du bois ou toute autre matière

Collecte

Action de ramasser les matières résiduelles placées dans des contenants conformes et à un endroit admissible et de les charger dans des camions pour les acheminer vers les installations prévues pour ce type de matières

Compacteur

Équipement permettant de compacter les matières dans un contenant et d'en diminuer le volume

Conseil

Conseil municipal de la municipalité d'Auclair

Contaminant

Matière qui a été mal triée et qui ne devrait pas se retrouver dans le type de contenant présenté à la collecte, tel que défini dans le présent règlement

Contenant

Contenant conforme aux directives de la RIDT pour la collecte de matières résiduelles, comprend les bacs roulants et les conteneurs. Le type et le format des contenants varient en fonction des matières résiduelles et de leur mode de collecte.

Conteneur

Conteneur à chargement avant, en métal ou en plastique, d'une capacité comprise entre 2 et 8 vg³, lequel est destiné uniquement à recevoir des matières résiduelles en vue de leur collecte

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

- Les conteneurs doivent être de couleur bleue pour les matières recyclables.
- Les conteneurs en plastique de couleur brune sont réservés exclusivement pour la gestion des matières organiques. Ils ne peuvent être utilisés pour aucune autre matière.
- Les conteneurs pour les déchets ne peuvent être similaires aux conteneurs prévus pour les matières recyclables ou les matières organiques.

Déchet ou déchet ultime

Toute matière répondant aux exigences prévues par le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (Q-2, r. 19) et qui n'est pas une matière non admissible comme prescrit par résolution de la RIDT ou dans le présent règlement.

Lorsque des services sont disponibles sur le territoire de la MRC pour détourner de l'enfouissement certaines matières, la RIDT peut prescrire, par résolution, leur interdiction à la collecte des déchets et leur mode de disposition.

Il en est de même lorsque la réglementation provinciale ou fédérale l'exige.

Dépôt municipal

Installation destinée à recevoir, directement par les utilisateurs, certaines matières triées comme les résidus verts, les branches, les résidus domestiques dangereux et les surplus de matières recyclables.

Les matières acceptées doivent être conformes aux consignes établies et affichées sur le site du dépôt municipal.

Écocentre

Installation destinée à recevoir, directement par les utilisateurs, différentes matières résiduelles qui sont triées lors de leur dépôt, en vue de leur valorisation et de leur disposition sécuritaire. Il peut recevoir, mais sans s'y limiter les résidus de construction, rénovation et démolition, tels que le bois, le métal, les agrégats, les produits métalliques et électroménagers, le matériel électronique et informatique, les pneus, les matières recyclables, les résidus domestiques dangereux, les encombrants, les biens ou accessoires réutilisables, les résidus verts, les branches

Encombrant

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

Objet ne pouvant être valorisé par le réemploi, ni ramassé avec les déchets dans les contenants autorisés en raison de sa grande taille ou de sa constitution tels que matelas, meuble, tapis, chauffe-eau, électroménager, baignoire, pièce de piscine, ...

Entrepreneur

Personne physique ou morale responsable de la collecte et du transport des matières résiduelles dans le cadre du contrat en vigueur avec la RIDT

ICI

Désigne une industrie, un commerce ou une institution et plus généralement toute entreprise

LET

Lieu d'enfouissement technique, installation destinée à recevoir des déchets qui seront enfouis conformément à la réglementation en vigueur

Matière organique

Matière résiduelle ayant la capacité de se décomposer tel que les résidus alimentaires, les résidus verts, les cartons et papiers souillés et la vaisselle compostable

Matière recyclable

Contenant, emballage ou imprimé fait de papier, carton, plastique, verre ou métal ou toute autre matière spécifiée par l'organisme de gestion désigné pour la gestion de la collecte sélective (Éco Entreprise Québec) ou par Recyc-Québec

Matière résiduelle

Tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériaux ou produit ou, plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon.

Inclus de façon non limitative les déchets, les matières recyclables, les matières organiques, les CRD, les RDD et les encombrants.

MRC

Municipalité régionale de comté de Témiscouata

Municipalité

Municipalité d'Auclair

Occupant

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

Propriétaire, locataire ou toute autre personne physique ou morale ayant la charge d'un immeuble ou d'une partie d'un immeuble

Point d'apport volontaire

Conteneur à chargement avant accessible à l'ensemble des bénéficiaires et qui est destiné à recevoir exclusivement certaines matières. Il peut s'agir de conteneurs pour les matières organiques d'origine végétale ou animale ou de conteneurs pour les matières recyclables

Propriétaire

Personne physique ou morale possédant en propriété ou copropriété le bien immeuble où est située l'unité d'occupation

Régie ou RIDT

Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata

Responsabilité élargie des producteurs (REP)

Principe selon lequel les entreprises qui mettent sur le marché des produits au Québec sont responsables de leur gestion en fin de vie, tel que défini dans le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises (RRVPE)

Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (REIMR)

Règlement qui consiste, entre autres, à s'assurer que les activités d'élimination de matières résiduelles s'exercent dans le respect de la sécurité des personnes et la protection de l'environnement

CRD

Matériaux de construction, rénovation ou démolition, soit tout résidu solide résultant d'activités liées à des travaux de construction, de démolition ou d'excavation d'un bâtiment ou d'un terrain

RDD

Résidus domestiques dangereux, soit tout produit dangereux à usage domestique courant possédant les caractéristiques des matières dangereuses comme définies dans le Règlement sur les matières dangereuses (lixivable, inflammable, toxique, corrosive, explosive, comburante ou radioactive) ou qui est contaminé par une telle matière, qu'il soit sous forme solide, liquide ou gazeuse et qui ne doit pas être déposé dans les contenants de collecte

Unité d'occupation

Résidentielle comme une maison unifamiliale, chacun des logements d'un immeuble, un chalet, une chambre, occupé de manière permanente ou saisonnière

Non résidentielle comme chacune des places d'affaires ou chacun des locaux des ICI ou des OBNL, occupé ou non

Transpondeur

Puce électronique contenant un numéro RFID (Radio Frequency Identification) permettant à un système d'information d'assigner un contenant à une adresse et à fournir des informations relatives à sa collecte

CHAPITRE 2 MATIÈRES RÉSIDUELLES ET SERVICES DISPONIBLES

2.1 OBLIGATION DE TRIER LES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Tout occupant d'une unité d'occupation desservie par le service de gestion des matières résiduelles est tenu de trier le mieux possible ses matières résiduelles et d'en disposer dans des contenants conformes pour la collecte ou aux sites de dépôts prévus à cet effet, et ce conformément au présent règlement.

2.2 LIEUX DE DISPOSITION ET SERVICES DISPONIBLES

La RIDT a mis en place différents lieux de disposition pour les matières résiduelles sur le territoire de la MRC.

Ils sont tous accessibles, selon les conditions et règles établies par la RIDT, à l'ensemble des bénéficiaires :

- Lieu d'enfouissement technique
- Écocentres : secteurs Dégelis, Pohénégamook, Squatec et Témiscouata-sur-le-Lac
- Dépôts municipaux
- Dépôts pour les plastiques agricoles
- Points d'apport volontaire pour matières organiques

La RIDT planifie et gère les services pour la collecte et le transport des principales catégories de matières résiduelles vers leur lieu de traitement, et ce dans les limites de son territoire. Ces services sont assujettis aux conditions et modalités prévues au

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

présent règlement, aux contrats en vigueur et à toute législation applicable en la matière.

Plusieurs services sont accessibles par le biais de collecte porte-à-porte ou d'apport vers des sites de dépôts.

Ils permettent de disposer facilement des matériaux suivants :

- Collecte porte-à-porte
 - Déchets
 - Matières recyclables
 - Encombrants (sur inscription à une période définie)
- Apport vers des sites de dépôts
 - Déchets
 - Matières recyclables
 - Encombrants
 - Matériaux CRD
 - Résidus alimentaires
 - Résidus verts et branches
 - Résidus domestiques dangereux
 - Matériel informatique et électronique
 - Tubulures d'érablières
 - Plastiques agricoles
 - Tous les matériaux acceptés dans les écocentres

D'autres services peuvent être développés par la RIDT au fil du temps, toujours dans l'objectif de limiter l'enfouissement

Plusieurs ICI et OBNL mettent aussi à disposition différents services pour gérer les matières résiduelles comme des comptoirs de linge et friperies, des boutiques de meubles usagés, ...

Des entreprises privées proposent aussi des services pour transporter et/ou disposer de matières résiduelles diverses.

2.3 SUIVI DE LA QUALITÉ DES MATIÈRES ACCEPTÉES À LA COLLECTE

La municipalité autorise la RIDT, l'entrepreneur et leurs employés ou toute autre personne qu'elle mandate, à inspecter, par les moyens à leur disposition, les contenants présentés à la collecte et leur contenu pour permettre l'application du

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

présent règlement. Une inspection peut être effectuée en personne ou par des moyens techniques (photo ou vidéo). Les constats effectués en personne ou par ces autres moyens sont considérés comme valides pour l'application du présent règlement.

Tout contenant non conforme ou tout contenu clairement non admissible peut être refusé à la collecte par l'entrepreneur ou la RIDT et ce tant que la situation n'est pas réglée et que la RIDT n'en a pas été clairement avisée.

Il est interdit à quiconque, autre que les personnes autorisées par la municipalité, de fouiller ou de récupérer des matières dans les contenants destinés à la collecte.

2.4 PROPRIÉTÉ DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Toute matière résiduelle triée et acceptable qui est déposée adéquatement en prévision de la collecte, ou dans un site de dépôt prévu à cet effet, deviennent la propriété de la RIDT ou d'une autre entité désignée par une entente conclue avec la RIDT, à compter du moment où elle est prise en charge par l'entrepreneur ou déposée dans un lieu de disposition.

Avant cela, ou si les conditions de tri ou de dépôt ne sont pas conformes aux règles établies, les matières résiduelles demeurent sous l'entière responsabilité de leur propriétaire initial.

2.5 COLLECTES DE TYPE PORTE-À-PORTE

La RIDT planifie et coordonne les services pour la collecte et le transport de certaines catégories de matières résiduelles vers les lieux de dispositions adéquats. Ces services sont assujettis aux conditions et modalités prévues au présent règlement, à toute législation applicable en la matière ainsi qu'aux devis et contrats qui sont établis entre la RIDT et ses fournisseurs.

2.5.1 DÉCHETS

Les déchets doivent être déposés dans des contenants acceptables, tels que spécifiés dans le présent règlement, et selon les conditions établies par la RIDT. Aucune matière déposée à l'extérieur des contenants ne sera ramassée.

Les cendres doivent être éteintes, refroidies, sèches et être placées dans un sac de plastique avant d'être déposées avec les déchets.

2.5.1.1 MATIÈRES EXCLUES DES DÉCHETS ACCEPTÉS À LA COLLECTE

Les matières suivantes sont spécifiquement exclues de la collecte des déchets :

- × les matières recyclables et les contenants consignés
- × les encombrants
- × les matériaux de construction, de rénovation et de démolition, incluant le bois
- × les résidus verts, les branches et les arbres de Noël
- × la terre, le sable ou tout autre agrégat
- × les cendres non refroidies
- × les pièces d'automobiles
- × les pneus
- × les carcasses d'animaux
- × les matières dangereuses, incluant l'huile végétale
- × les armes, les munitions, les explosifs, les produits incendiaires ou les produits radioactifs
- × les produits susceptibles de causer, par écoulement, combustion, corrosion, ou explosion des dommages

Lorsqu'un service est disponible dans la MRC de Témiscouata pour les recevoir, les matières résiduelles désignées par le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises (Q-2, r. 40.1) sont exclues des déchets acceptés à la collecte. Au moment de l'adoption du présent règlement, il s'agit :

- × des appareils ménagers et de climatisation
- × des contenants pressurisés de combustibles
- × des huiles, liquides de refroidissement, antigels, leurs filtres et contenants et autres produits assimilables
- × des lampes au mercure
- × des peintures et leurs contenants
- × des piles et batteries
- × des produits agricoles et acéricoles
- × des produits électroniques

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

- × des pneus

De manière générale, toutes les matières interdites dans un lieu d'enfouissement par le REIMR sont aussi exclues de la collecte des déchets.

Un des objectifs de ce règlement étant d'éviter au maximum l'enfouissement de matières recyclables ou valorisables, la liste des matières exclues de la collecte des déchets peut évoluer au fil de temps. Ces matières exclues sont désignées par la réglementation en vigueur et/ou par résolution de la RIDT et peuvent être amenées à changer au fur et à mesure de l'évolution des services disponibles.

2.5.2 MATIÈRES RECYCLABLES

Les matières recyclables doivent être déposées en vrac, ou dans des sacs transparents, dans des contenants acceptables, tel que spécifié dans le présent règlement, et selon les conditions établies par la RIDT.

Les matières recyclables acceptées sont uniquement celles spécifiées par l'organisme de gestion désigné pour la gestion de la collecte sélective Éco Entreprise Québec ou Recyc-Québec.

2.5.3 ENCOMBRANTS

Les encombrants doivent être apportés à un écocentre ou disposés en bordure de rue lors de la collecte des encombrants, comme prévu par la RIDT.

Lorsque cette collecte est réalisée, elle s'applique aux matières issues du secteur résidentiel et sur inscription préalable seulement. La RIDT spécifie les modalités de collecte et les matières acceptables aux encombrants.

2.6 COLLECTES PAR APPORT VOLONTAIRE ET SITE DE DÉPÔTS

2.6.1 MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION, DE RÉNOVATION, DE DÉMOLITION

Les matériaux provenant du secteur de la construction, rénovation et démolition doivent être apportés à un écocentre et être triés par matière pour permettre leur dépôt aux endroits désignés par le responsable du site.

Certains services de collecte spécifique par des entreprises privés peuvent aussi être utilisés.

2.6.2 RÉSIDUS ALIMENTAIRES D'ORIGINE VÉGÉTALE OU ANIMALE

Le compostage domestique est à favoriser pour une gestion in-situ des matières organiques d'origine végétale. Les équipements nécessaires au compostage domestique et les pièces de remplacement sont disponibles gratuitement sur demande à la municipalité ou dans un écocentre de la RIDT.

En complément, les matières organiques d'origine végétale et animale doivent être déposées en vrac, ou dans des sacs compostables, dans les conteneurs d'apport volontaire dédié, tel que spécifié dans le présent règlement, et selon les conditions établies par la RIDT.

2.6.3 RÉSIDUS VERTS, BRANCHES ET ARBRES DE NOËL

L'herbicyclage et le feuillicyclage sont à favoriser pour une gestion in-situ des matières organiques.

En complément, les résidus verts, les branches et les arbres de Noël doivent être triés et déposés dans les enclos prévus à cet effet au dépôt municipal ou dans un écocentre.

2.6.4 RÉSIDUS DANGEREUX

Les résidus dangereux d'origine domestique acceptables, incluant les contenants vides, doivent être apportés à un écocentre ou un dépôt municipal et être triés selon les directives applicables.

Les résidus dangereux provenant d'activité commerciale qui ne sont pas acceptables avec ceux d'origine domestique doivent être gérés directement par leur propriétaire conformément à la réglementation en vigueur.

En aucun cas, des résidus dangereux, d'origine domestique ou commerciale, ne doivent être disposés avec les déchets. Toute personne qui dispose de RDD doit obligatoirement respecter les consignes de sécurité applicables.

2.6.5 MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

Le matériel électronique et informatique doit être apporté à un écocentre et être trié pour permettre leur dépôt aux endroits désignés par le responsable du site. Il est strictement interdit de récupérer ce type de matériel une fois qu'il a été disposé.

2.6.6 TUBULURES D'ÉRABLIÈRES ET CHALUMEAUX

Les tubulures d'érablières et les chalumeaux doivent être apportés à un écocentre et être triés selon les directives établies pour permettre leur dépôt aux endroits désignés par le responsable du site.

2.6.7 PLASTIQUES AGRICOLES

Les plastiques agricoles sous REP doivent être apportés à un point de dépôt prévu à cet effet et être triés selon les directives établies.

2.6.8 TOUS LES MATÉRIAUX ACCEPTÉS DANS LES ÉCOCENTRES

Les écocentres acceptent une multitude de matières différentes. Il est nécessaire de respecter les consignes de tri et les règles établies pour permettre d'en valoriser le maximum.

CHAPITRE 3 MODALITÉS LIÉES AU DÉPÔT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET À LEUR PRISE EN CHARGE PAR LA RIDT

3.1 GÉNÉRALITÉS

Il est strictement défendu d'abandonner des matières résiduelles en tout endroit public ou privé, notamment le long des rues, sur des terrains vacants, dans les eaux des ruisseaux, rivières, étangs, lacs ou cours d'eau situés dans les limites du territoire desservi.

L'accumulation de matières résiduelles dans la cour ou dans les dépendances quelconques d'un immeuble peut constituer une nuisance.

Il est interdit aux propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles de déposer et de laisser épars dans les cours et terrains des matières résiduelles à moins qu'elles ne soient placées dans des contenants maintenus en bon ordre et fermés. Il est également défendu de faire brûler toute matière résiduelle, à moins d'avoir obtenu, au préalable, une autorisation à cet effet.

3.2 ENTREPRENEUR DÉSIGNÉ À LA COLLECTE ET AU TRANSPORT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Les collectes assurées par l'entrepreneur désigné dans le cadre d'un appel d'offres s'effectuent selon les modalités inscrites au contrat en vigueur avec la RIDT.

3.3 HORAIRE ET FRÉQUENCE DE COLLECTE DES CONTENANTS

L'horaire et les fréquences de collecte sont diffusés via un calendrier révisé chaque année. Ce calendrier est distribué à l'ensemble des adresses du territoire et il est disponible en ligne sur le site web de la RIDT.

Dans l'éventualité où une collecte de matières résiduelles n'est pas effectuée par l'entrepreneur durant la journée prévue, le propriétaire ou l'occupant doit en aviser la RIDT dans les plus brefs délais afin que les vérifications nécessaires soient effectuées. Dans le cas de force majeure, l'horaire de collecte peut être modifié ou la collecte peut être annulée sans préavis.

3.4 DISPOSITION DES BACS ROULANTS EN BORDURE DE RUE

Les bacs roulants autorisés peuvent être déposés en bordure de la rue au plus tôt la veille de la journée de collecte.

Ils doivent être placés d'un côté ou de l'autre de l'entrée de la propriété ou de l'allée piétonne menant à l'unité d'occupation, en bordure de la voie de circulation de manière à permettre une collecte efficace et sans encombre.

Ils ne doivent pas constituer une obstruction à l'utilisation et l'entretien de la voie publique (circulation, balayage, déneigement, opération de chargement de la neige).

Les bacs roulants doivent être placés de manière à ce que

- ✓ les deux roues et la poignée soient orientées vers la maison
- ✓ l'ouverture du couvercle soit face à la voie de circulation
- ✓ il soit à une distance d'au moins 0,60 mètre (2 pieds) de tout autre bac roulant, véhicule ou objet.

Si le bac roulant est muni d'une barrure sur le couvercle, celle-ci doit être retirée au moment de la mise à la rue du bac. Si une corde retient le couvercle, elle doit être enlevée pour éviter de s'accrocher à la pince hydraulique et empêcher les matières de se vider ou causer un bris.

Le couvercle du bac roulant doit être fermé et aucune matière ne doit déborder ou être posée sur le couvercle.

Aucune matière n'est ramassée à côté des contenants.

Aucun bac ou contenant roulant ne doit rester en permanence le long de la voie publique à moins d'une autorisation obtenue auprès de la municipalité.

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

Les camions de collecte pour les bacs roulants ne sont pas autorisés à circuler sur des propriétés privées pour effectuer la collecte, à moins d'avoir eu l'autorisation écrite du propriétaire du terrain et de la RIDT.

Dans certains secteurs, où des manœuvres de collecte sont impossibles ou difficiles, la municipalité peut imposer aux utilisateurs d'utiliser des contenants en commun au lieu d'avoir des contenants individuels.

Si les conditions techniques ne le permettent pas, le service de collecte et de disposition des déchets et des matières recyclables ne consiste pas obligatoirement en une collecte en porte-à porte à chaque unité d'occupation du territoire. Dans certains cas, une municipalité peut imposer l'utilisation de sites de disposition dédiés pour disposer adéquatement des matières résiduelles.

3.5 DISPOSITION DES CONTENEURS SUR LES TERRAINS

Les conteneurs à chargement avant doivent être accessibles en tout temps, sans véhicule devant ou trop proche, et disposés de manière à éviter d'être placés sous des fils ou près d'objets qui pourraient être accrochés lors de la levée.

L'entrepreneur peut décider de refuser de vider un conteneur si son emplacement n'est pas sécuritaire ou si sa levée risque d'entraîner un bris. Le propriétaire ou l'occupant doit alors trouver une solution adéquate pour bénéficier du service.

L'entrepreneur, la RIDT ou la municipalité ne peuvent être tenus responsables d'un bris occasionné au fond de terrain lors du passage du camion pour aller lever un conteneur disposé pour la collecte.

Les couvercles du conteneur doivent être fermés et aucune matière ne doit déborder ou être posée sur les couvercles.

Aucune matière n'est ramassée à côté des contenants.

3.6 ACCESSIBILITÉ DES CONTENANTS DE COLLECTE

Il est de la responsabilité de l'occupant ou du propriétaire d'assurer l'accessibilité des contenants réglementaires en vue de la collecte, en éliminant notamment tout obstacle pouvant contrevenir à leur levée ou leur cueillette.

3.7 COLLECTE DE MATIÈRES RÉSIDUELLES NON EFFECTUÉE

Un contenant qui n'est pas conforme, qui ne respecte pas les modalités d'accessibilité ou les modalités établies dans le règlement de taxation municipal pour le service de

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

gestion des matières résiduelles ne sera pas vidé et signalé par l'entrepreneur à la RIDT. Il en est de même s'il contient des matières non acceptables ou trop lourdes.

Un avis pourra être envoyé par la RIDT au propriétaire ou à l'occupant pour l'aviser du problème mais la collecte manquée ne sera pas reprise.

3.8 LEVÉE SUPPLÉMENTAIRE DES CONTENEURS

Les utilisateurs de conteneurs à chargement avant peuvent obtenir, ponctuellement, une seconde levée de leur conteneur dans la même semaine, selon les modalités prévues au contrat entre la RIDT et l'entrepreneur.

La demande doit être faite directement à la RIDT et des frais supplémentaires seront exigibles.

3.9 IMPOSSIBILITÉ DE VIDER COMPLÈTEMENT UN CONTENANT

Si des matières résiduelles restent coincées ou adhèrent aux parois intérieures d'un contenant de manière qu'il est impossible de le vider facilement et complètement, l'entrepreneur peut laisser le contenant sur place avec son contenu.

3.10 POIDS MAXIMUM DES CONTENANTS DE COLLECTE

Le camion de collecte et ses équipements doivent être capables de soulever le contenant sans risque de bris pour les équipements ou sans danger pour l'opérateur.

Si ce n'est pas le cas, l'entrepreneur peut laisser le contenant sur place avec son contenu.

Si un contenant tombe dans la cuve du camion du fait d'un poids excédentaire, l'opérateur ne peut être tenu responsable de l'éventuel bris du contenant.

3.11 VERROUILLAGE DES CONTENANTS

Un propriétaire peut décider de verrouiller l'accès à un contenant de collecte pour éviter des dépôts indésirables ou pour toute autre considération.

Il est alors responsable de s'assurer que le système de verrouillage utilisé ne gêne pas les activités de collecte.

Tout système de verrouillage utilisé doit permettre les opérations de collecte sans besoin de manipulation manuelle.

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

La RIDT ou l'entrepreneur ne peuvent être tenus responsables de bris à un système de verrouillage. De même, ils ne peuvent être tenus responsables des problèmes de collecte liés à un mauvais fonctionnement du système de verrouillage.

CHAPITRE 4 CONTENANTS DE COLLECTE

4.1 SPÉCIFICATIONS POUR LA CONFORMITÉ ET LA MISE EN PLACE DES CONTENANTS DE COLLECTE

Afin de bénéficier du service municipal, la RIDT statue, par résolution, sur les spécifications techniques et des conditions d'utilisation des différents contenants de collecte, le tout en fonction des contrats de collecte et autres ententes signées et de la réglementation en vigueur.

Tous les contenants de collecte présentés à la collecte doivent être conformes au présent règlement, il n'y a pas de droit acquis en lien avec l'utilisation des contenants, que cela soit des bacs roulants ou des conteneurs.

Dans une perspective de trier au maximum les matières résiduelles, la RIDT peut obliger l'utilisation de certains types et quantités de contenants, en fonction des besoins établis et validés avec l'utilisateur.

4.1.1 CONTENANTS POUR LES DÉCHETS

L'achat et l'entretien des contenants à déchets sont de la responsabilité de chaque utilisateur.

Bac roulant

Le service de base est fixé à un bac roulant à déchets 360 litres par unité d'occupation. Pour les bacs roulants supplémentaires, l'utilisation d'une vignette spécifique à coller sur le devant du bac roulant est obligatoire, comme prévu dans le règlement de tarification du service de la municipalité à partir du 1^{er} avril 2026.

L'utilisation de bacs roulants à déchets est priorisée partout sur le territoire avec un maximum de 6 bacs roulants par unité d'occupation présenté à la collecte.

Conteneur à chargement avant

Toute utilisation, ajout ou modification de conteneur à chargement avant à déchets doit être autorisé par la RIDT, en fonction, des critères établis pour ce type de service.

La RIDT peut imposer à tout utilisateur de conteneurs de retirer de la collecte ceux qui sont inutiles, trop gros ou qui peuvent être remplacés par des bacs roulants.

4.1.2 CONTENANTS POUR LES MATIÈRES RECYCLABLES

Pour les clientèles admissibles, selon Éco Entreprise Québec, la fourniture et l'entretien des contenants pour les matières recyclables sont de la responsabilité de la RIDT, selon les règles établies avec ses partenaires.

Pour les clientèles non admissibles, selon Éco Entreprise Québec, la fourniture et l'entretien des contenants pour les matières recyclables sont de la responsabilité de la RIDT, selon ses règles.

Il est interdit de modifier ou d'utiliser à d'autres fins tout contenant pour les matières recyclables sur le territoire.

En cas de défaut ou de bris volontaire, l'utilisateur est dans l'obligation de remettre en bon état le contenant et les frais sont à sa charge.

Après avoir avisé l'utilisateur, la RIDT est en droit d'aller reprendre tout contenant qui est sous sa responsabilité et qui serait mal utilisé ou modifié.

Bac roulant

La RIDT fournit sur demande et gratuitement les bacs de récupération nécessaires au bon tri des matières recyclables à tout utilisateur, en fonction des besoins démontrés.

Conteneur à chargement avant

Toute utilisation, ajout ou modification de conteneur à chargement avant pour les matières recyclables doit être autorisée par la RIDT, en fonction des critères établis pour ce type de service.

La RIDT peut imposer à tout utilisateur de conteneurs de retirer de la collecte ceux qui sont inutiles, trop gros ou qui peuvent être remplacés par des bacs roulants.

4.1.3 CONTENANTS POUR LES MATIÈRES ORGANIQUES

La fourniture des contenants pour les matières organiques est de la responsabilité de la RIDT.

Il est interdit de modifier ou d'utiliser à d'autres fins tout contenant pour les matières organiques sur le territoire.

En cas de défaut ou de bris volontaire, l'utilisateur est dans l'obligation de remettre en bon état le contenant et les frais sont à sa charge.

Après avoir avisé l'utilisateur, la RIDT est en droit d'aller reprendre tout contenant qui est sous sa responsabilité et qui serait mal utilisé ou modifié.

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

Composteur domestique, récipient de cuisine et chaudière brune de 5 gallons

La RIDT fournit sur demande et gratuitement les composteurs domestiques, les pièces de remplacement, les récipients de cuisine ou les chaudières brunes de 5 gallons nécessaires au bon tri des matières organiques à tout utilisateur, en fonction des besoins démontrés.

Conteneur à chargement avant

La RIDT fournit gratuitement, après évaluation des besoins, les conteneurs à chargement avant pour matières organiques.

4.2 ÉTAT ET ENTRETIEN DES CONTENANTS DE COLLECTE

Les bacs roulants et conteneurs doivent être maintenus fermés en permanence et dans un état de propreté tel qu'ils ne constituent pas une source de nuisance pour le voisinage.

Le propriétaire ou l'occupant est responsable de l'entretien régulier des contenants de collecte.

Le responsable de l'application de ce règlement peut exiger qu'un contenant utilisé pour l'entreposage de matières résiduelles soit lavé, entretenu ou réparé, et ce, aux frais du propriétaire.

Advenant le cas où les contenants soient en mauvais état, mal nettoyés, dangereux ou que leur localisation ne respecte pas les modalités de collecte ou le règlement de zonage en vigueur, la collecte pourrait être interrompue jusqu'au moment où les modalités sont respectées.

4.3 REMPLACEMENT ET RÉPARATION DES BACS ET CONTENEURS

Quiconque constate un dommage ou un vol d'un bac roulant ou d'un conteneur doit aviser la RIDT dès que possible.

La RIDT met à disposition des utilisateurs une procédure de suivi en cas de bris de contenant.

Cette procédure permet d'identifier les problèmes et d'orienter les utilisateurs pour qu'ils soient réglés, incluant ceux qui pourraient être liés aux opérations de collecte.

4.4 PRÉSENCE DE TRANSPONDEURS SUR LES CONTENEURS

Chaque conteneur à chargement avant doit être muni d'un transpondeur fourni et apposé par la RIDT.

Ce transpondeur permet de recueillir des informations liées aux fréquences et informations de collecte qui sont utilisées par la RIDT.

Il est interdit de briser, de détériorer ou d'enlever le transpondeur. Si tel est le cas, l'utilisateur du conteneur devra en assumer les coûts de remplacement.

4.5 AFFICHAGE SUR LES CONTENANTS

La RIDT peut apposer, à ses frais, des documents, des vignettes ou autres autocollants sur les contenants présentés à collecte, qu'il soit sous sa responsabilité ou non. Elle peut aussi enlever tout affichage qui rendrait le contenant non conforme.

Il peut s'agir d'informations liées à des problématiques de tri des matières ou d'utilisation des contenants ou bien simplement d'informations nécessaires à l'utilisation des contenants.

4.6 CONTENANT NON CONFORME, MAL UTILISÉ OU MAL POSITIONNÉ

L'entrepreneur responsable de la collecte des matières résiduelles peut refuser de vider un contenant non conforme, mal utilisé ou mal positionné, selon le présent règlement, ou dont l'état est tel que sa manipulation peut porter atteinte à la sécurité de son matériel ou de ses employés.

4.7 INTERDICTION

Outre les interdictions indiquées au présent règlement, il est interdit :

- de déposer des matières résiduelles dans les contenants d'autrui sans son approbation ou celle de son représentant

de disposer des matières résiduelles dans un lieu non autorisé, sur la propriété publique ou sur un terrain vacant.

CHAPITRE 5 AUTRES DISPOSITIONS

5.1 PROCÉDURE À SUIVRE EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

5.1.1 Billet de courtoisie ou courrier d'information

Lorsqu'il constate une non-conformité ou une infraction à une disposition du présent règlement, le responsable de son application peut émettre un billet de courtoisie ou envoyer un courrier d'information à l'utilisateur concerné.

5.1.2 MISE EN PAUSE DU SERVICE DE COLLECTE

Après l'émission de billets de courtoisie ou l'envoi de courriers d'information, si la situation problématique persiste, le responsable de l'application du règlement peut demander à l'entrepreneur de ne plus effectuer la collecte des contenants concernés.

Le service reste disponible pour l'utilisateur selon les conditions prescrites par le règlement et peut reprendre dès que la situation problématique est réglée et que la RIDT a été avisée.

5.2 INFRACTIONS ET AMENDES

Lorsqu'il constate une contravention à une disposition du présent règlement, le responsable de l'application du règlement peut donner un constat d'infraction par écrit. L'avis peut être donné au propriétaire ou à l'occupant.

Cet avis doit être transmis par courrier recommandé ou être remis en main propre. Lorsque le constat est donné à l'occupant, une copie doit être transmise ou remise au propriétaire par les mêmes moyens.

Quiconque commet une infraction par rapport au présent règlement est passible d'une amende minimale de 300 \$ pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique et de 600 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, les amendes sont doublées.

Si une infraction se continue, elle constitue jour par jour une infraction distincte.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L. R. Q., c. C-25.1).

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS FINALES

6.1 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Tous les règlements municipaux antérieurs relatifs aux matières résiduelles ou à leur gestion sont abrogés.

6.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Adoptée

8. **RENOUVELLEMENT ANNUEL – TABLE DE CONCERTATION BIOALIMENTAIRE DU BAS-SAINT-LAURENT RÉSOLUTION 2025-81**

SUR LA PROPOSITION DE Mme Émilie Belzile appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal d'Auclair et résolu de procéder au renouvellement annuel moyennant la somme de 105\$.

Adoptée

9. **APPUI À LA NOUVELLE ROUTE TOURISTIQUE DES LACS ET LÉGENDES RÉSOLUTION 2025-82**

CONSIDÉRANT QUE le tracé de la nouvelle route touristique continue de traverser notre municipalité, en plus d'être bonifiée par la combinaison des tracés existants de la route des Frontières et de la route des Monts-Notre-Dame ;

CONSIDÉRANT QUE cette nouvelle route permettra de consolider et de mettre en valeur les éléments distinctifs de chaque municipalité en regard de son offre touristique, ses attraits, ses richesses naturelles, ses saveurs locales, sa culture et son histoire ainsi que les services de proximité nécessaires aux visiteurs ;

CONSIDÉRANT QUE les routes touristiques officielles au Québec, signalisées avec les panneaux bleus, sont reconnues et appréciées des touristes et qu'en plus d'apporter une notoriété à la région, elles représentent une opportunité de visibilité nationale indéniable pour les attraits, les entreprises et les municipalités qui les composent;

CONSIDÉRANT QUE le projet de nouvelle route suscite déjà l'enthousiasme du milieu en plus de bénéficier de l'appui de plusieurs intervenants touristiques et

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

d'organismes de développement socio-économiques, tels que les MRC, SADC, CLD et Associations touristiques locales;

CONSIDÉRANT QUE Tourisme Bas-Saint-Laurent, accompagné par la firme Visages régionaux, a proposé une nouvelle thématique *Routes des Lacs-et Légendes* qui reflète bien le territoire et qui rassemble les tracés des routes touristiques des Frontières et des Monts Notre-Dame ;

CONSIDÉRANT QUE Tourisme Bas-Saint-Laurent accepte de mettre à profit son expertise, d'affecter des ressources afin d'assurer la gestion et la promotion de la nouvelle route avec la collaboration des municipalités et du milieu;

CONSIDÉRANT QUE pour assurer le succès du développement de la route, le nouveau modèle de gestion prévoit l'engagement des municipalités à prioriser certaines de leurs actions de développement et d'animation du milieu en lien avec la thématique retenue et que l'entretien des infrastructures doit être pris en charge par chaque municipalité s'il y a lieu;

CONSIDÉRANT QU'il n'y aura pas d'autres frais d'adhésion supplémentaires exigés que les frais d'adhésion annuels de Tourisme Bas-Saint-Laurent pour faire partie du circuit, à condition d'avoir une offre en cohérence avec la thématique retenue ;

SUR LA PROPOSITION DE Mme Cynthia Dumont appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal d'Auclair et résolu :

QUE la municipalité d'Auclair appuie le projet de fusion des routes touristiques des Frontières et des Monts Notre-Dame et donne son accord pour le nom de la nouvelle route, *La Route des Lacs et Légendes*.

QUE la municipalité autorise le remplacement de panneaux de signalisation de la route actuelle dont elle a la responsabilité de l'entretien, et ce, sur les mêmes installations du réseau routier avec des panneaux « Route des Lacs et Légendes », et qu'elle assure l'entretien des autres installations et équipements sur son territoire qui est en lien avec la route touristique.

QUE la municipalité s'engage à maintenir son adhésion à Tourisme Bas-Saint-Laurent, à participer à l'animation et au développement de cette route et à nommer une ressource responsable du dossier parmi ses employés.
Adoptée à l'unanimité.

Adoptée

**10. SOUMISSION OZÉRO – STATION DE LAVAGE AU CAMPING
RÉSOLUTION 2025-83**

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a déposé une demande de subvention MELCCFP pour la création d'une deuxième station de lavage ;

CONSIDÉRANT QUE nous avons été informés que notre requête a été acceptée et qu'une aide financière de 30 000\$ sera accordée ;

CONSIDÉRANT la soumission reçue de Ozéro pour la création complète d'une station de lavage autonome ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M Jérémy Robert appuyé à l'unanimité des membres présents du conseil municipal d'Auclair et résolu d'accepter la soumission de 39 885.25\$ avant taxes conditionnellement à la signature du protocole d'entente avec le MELCCFP.

Adoptée

11.AFFAIRE NOUVELLE

**A) DÉPÔT D'UNE PÉTITION CONTRE LA CONTRIBUTION DU CERTIFICAT
D'AUTORISATION À LA NAVIGATION**

Une séance d'information sera organisée pour répondre aux interrogations des citoyens conjointement avec la municipalité de Lejeune.

**B) ACCEPTATION DE LA SOUMISSION # 11103 – ISALATION MJ – PROJET
PAVILLON RÉSOLUTION 2025-84**

SUR LA PROPOSITION DE (...) appuyé à l'unanimité des membre présents du conseil municipal et résolu d'accepter la soumission de Isolation MJ de 7 010\$ av tx

Adoptée

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ D'AUCLAIR

12. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les questions ont été posées au fur et à mesure, suivant le déroulement de la séance

13. LEVÉE DE LA SÉANCE

RÉSOLUTION 2025-85

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, il est proposé par M Jérémy Robert que la séance soit levée à 20h42.

« Je, Bruno Bonesso, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal est équivalente à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal. »

Bruno Bonesso, maire

Dominique Létourneau, directrice générale